

Communication conférence UEPA 2015

Caractéristiques et déterminants du travail des femmes dans trois villes d'Afrique de l'Ouest : Cotonou, Lomé et Ouagadougou

Norbert Kpadonou¹

Catherine Gourbin²

Agnès Adjamagbo³

Introduction

Dans la plupart des sociétés, la division traditionnelle du travail assigne aux femmes le travail domestique et aux hommes le travail professionnel ou rémunéré. Les femmes sont appelées à procréer, garder le foyer et les enfants, cuisiner,... et les hommes à travailler et entretenir financièrement la famille. Cette dichotomie des rôles sociaux sexués a subi de profondes mutations dans le temps même si elle résiste au changement dans beaucoup de sociétés comme les pays d'Afrique subsaharienne (ouest africains plus spécifiquement) où les normes sociales et culturelles traditionnelles sont toujours présentes. Dans les pays développés, l'industrialisation a favorisé l'accès des femmes au marché du travail. En Afrique de l'Ouest par contre, ce sont les crises économiques des années 1980 qui ont sorti les femmes du domicile pour le travail à l'extérieur dans la plupart des grandes villes (Coussy, 1996). Lorsque les crises économiques et les conséquences des programmes d'ajustement structurel ont privé les hommes de leurs emplois salariés, les revenus des femmes sont devenus incontournables dans les stratégies de survie des ménages (Locoh, 1996). Aujourd'hui, les taux d'activité des femmes dans les villes ouest africaines figurent parmi les plus élevés du continent. Plus de 60% des femmes d'âge actif sont en activité (trois fois plus qu'en Afrique du Nord par exemple). Dans beaucoup de capitales d'Afrique de l'Ouest, les taux de participation des femmes au marché du travail sont comparables à ceux des hommes : 60,9% à Cotonou, 49,6 % à Ouagadougou et 66,9 % à Lomé contre respectivement 58,8 %, 66,3 % et 68,9 % pour les hommes (Roubaud et Torelli, 2013). Malgré la présence massive des femmes sur le marché de travail en Afrique de l'Ouest, leur activité a souvent été décrite comme précaire et leur contribution au revenu du ménage marginalisée (Lachaud, 1997 ; Antoine et Nanitelamio, 1998 ; Kèkè et Biao, 2010). Les femmes constituent presque la moitié de la population active et parmi elles, les deux tiers travaillent dans l'agriculture. Dans les villes, c'est dans le secteur *informel* de l'économie que les femmes sont les plus représentées, souvent à leur propre compte ou comme aides familiales (OCDE, 2011). Les trois quart des femmes qui ont une activité l'exerce dans l'informel. Malgré les progrès réalisés ces dernières années en matière de scolarisation des filles, les femmes africaines sont sous-représentées dans les emplois salariés du secteur formel de l'économie, ceux-ci étant essentiellement occupés par les hommes.

¹ Doctorant en démographie, DEMO, UCL

² Professeur, DEMO, UCL

³ Chargée de recherche, IRD

La plupart des études sur le travail des femmes en Afrique de l'Ouest se limitent à une classification en termes d'emplois salariés et non-salariés, employés et indépendants, formels et informels. Cependant ces catégories sont loin d'être homogènes. Cette étude cherche dans un premier temps à élargir les caractéristiques des activités des femmes dans trois villes ouest africaines (Cotonou, Lomé et Ouagadougou) pour créer des catégories pertinentes puis ensuite déterminer les facteurs qui expliquent l'affectation à une catégorie donnée.

Contexte

Cotonou (Bénin), Lomé (Togo) et Ouagadougou (Burkina Faso) sont trois principales villes de trois pays d'Afrique de l'Ouest compte tenu de leur poids démographique, historique, économique et politique. Cotonou, située en bordure de l'Océan Atlantique compte environ 680.000 habitants (environ 6% de la population totale) et représente moins de 25% de l'ensemble des villes du pays (RGPH, 2013). La ville entretient depuis quelques décennies avec ses voisines, Sèmè-Kpodji et Calavi, une dynamique démographique qui fait d'elle un centre d'affaire et les autres des cités dortoirs. Elle abrite l'essentiel des infrastructures administratives et commerciales du pays même si elle ne joue pas le rôle de capitale politique. Tout comme Cotonou, Lomé est une ville côtière dotée d'infrastructures administratives et économiques importantes et jouit du statut de capitale politique du Togo depuis la période Coloniale. Lomé a un poids démographique relativement plus important que Cotonou. Au recensement de 2010, elle comptait plus de 837.000 habitants et faisait 36% des villes du pays. Elle est caractérisée par une immigration ancienne des femmes du milieu rural du pays, attirées par les opportunités de commerce qu'offre la ville. Aujourd'hui encore le rapport de masculinité de la ville de Lomé est de 92 hommes pour cent femmes (un peu plus élevé dans les nouveaux quartiers). Par contre, Ouagadougou est une ville sahélienne, capitale administrative et politique du Burkina Faso, qui n'offre pas les mêmes opportunités de commerce que Cotonou et Lomé et où les femmes n'ont pas les mêmes rapports à l'activité économique. D'une population estimée à près de 2.000.000 habitants, la part de Ouagadougou dans l'ensemble des villes du pays est en croissance depuis plusieurs années. En 2006, Ouagadougou représentait 46% des villes du pays.

Les femmes sont globalement très actives dans les trois villes étudiées comme souligné plus haut. Comme dans la plupart des pays en développement, le secteur informel représente un segment non négligeable du marché de travail. Le secteur formel essentiellement constitué d'emplois salariés publics est dominé par les hommes. Les femmes s'y retrouvent souvent aux grades et échelons inférieurs. Le secteur informel regorge d'entreprises individuelles dans le commerce, l'artisanat et la restauration. C'est dans ce secteur que la plupart des femmes de Cotonou, Lomé et Ouagadougou exercent leurs activités souvent sur les marchés (petits et grands), dans les rues et à domicile. Le secteur formel et le secteur informel ne forment pas des ensembles homogènes. On peut retrouver dans l'un ou dans l'autre, ce qui est souvent le cas dans les villes ouest africaines, des emplois formels et informels (Charmes, 2002).

Les trois villes offrent un contexte socio-culturel stimulant pour la comparaison. Cotonou et Lomé sont des villes côtières où les femmes sont depuis très longtemps ouvertes au marché du travail notamment dans les échanges commerciaux. Que ce soit dans le grand marché de Cotonou où celui de Lomé, elles montrent leur dynamisme et leur mainmise sur ce secteur

d'activité. Cordonnier (1982) rend compte de l'importante activité des femmes revendeuses de tissus de Lomé depuis la période coloniale. Elles contrôlaient aussi les activités de pêche au port de Lomé bien avant les années 1980 par les capitaux qu'elles y investissent (Weigel, 1987). A Cotonou et à Lomé où le Christianisme domine, les normes sociales sont plus favorables au travail des femmes. Par contre dans la ville de Ouagadougou où les normes et cultures sont plus proches des règles de l'Islam comme dans la plupart des villes sahéliennes, les marges de manœuvre des femmes sont plus limitées. Elles ont une histoire plus récente avec le marché de travail.

Approche théorique

Lorsqu'on évoque le travail, surtout celui des femmes, il est nécessaire de distinguer deux composantes : le travail domestique et le travail professionnel. Les femmes effectuent la grande partie du travail domestique tandis que les hommes exercent plus des activités professionnelles ou rémunérées. Plusieurs explications théoriques ont été proposées en sciences sociales (Shelton et John, 1996 ; Greenstein, 2000 ; Baxter et al, 2008). Les explications basées sur les ressources relatives tirent leur source de la théorie de l'échange ou celle de la négociation. L'idée sous-jacente est que le travail domestique est perçu comme un travail inférieur dans lequel les hommes et les femmes cherchent à s'investir le moins. La position relative des femmes et des hommes dans le travail (domestique et professionnel) est le résultat d'une négociation informelle au cours de laquelle homme et femme utilisent les ressources relatives apportées dans le mariage pour s'offrir la meilleure position possible. Les ressources ciblées sont l'éducation, le type d'emploi et le revenu (Shelton et John, 1996 ; Baxter et al, 2008). Les femmes sont plus susceptibles d'exercer les tâches domestiques parce qu'elles apportent moins de ressources dans le ménage que les hommes. Le conjoint le plus éduqué contribuerait plus au revenu du ménage en passant plus de temps sur le marché du travail (théorie du capital humain) et donc aura moins de temps disponible à investir dans les tâches domestiques. Cette perspective basée sur la disponibilité de temps suggère qu'il existerait un lien étroit entre le nombre d'heures de travail hors domicile et le temps consacré au travail domestique (Greenstein, 2000 ; Shelon et John, 1996). Les ressources relatives n'expliquent pas à elles seules la position des femmes sur le marché du travail. D'autres explications mobilisent l'idéologie et la construction sociale du genre. L'attitude de la femme et celle de son conjoint envers les rôles traditionnels de sexe expliqueraient la participation des femmes au marché du travail. On admet que la division du travail domestique sera plus égalitaire avec une participation plus importante de la femme au travail professionnel dans les couples où les deux partenaires ont une attitude moins favorable aux normes traditionnelles de partage des tâches (Shelton et John, 1996). L'approche socioconstructiviste du genre analyse les rapports sociaux de sexe comme un construit social. Que les femmes exécutent la majorité des tâches domestiques et effectuent moins de travail professionnel ne relève pas d'aptitude naturelle mais constitue plutôt le résultat de l'interaction entre les hommes et les femmes autour d'un enjeu, ici le travail. Le genre en tant qu'interprétation sociale des différences sexuelles se crée et se renforce dans les interactions des uns avec les autres. Dans cette perspective, les auteurs qui adoptent cette posture analysent le genre et les biens et services domestiques comme produits du travail, lui-même étant l'expression du genre (Shelton et John, 1996). Le travail produit le genre puis à son tour le genre vient

renforcer les enjeux autour du partage du travail. Ainsi naissent les perceptions et les représentations (c'est quoi être homme ou être femme ?) qui finissent par se traduire en normes et institutions sociales. Ce sont ces normes et institutions sociales, elles-mêmes construites qui délimitent les rôles de chaque catégorie sociale (hommes, femmes, enfants, jeunes,...) et permettent de comprendre entre autres la position des femmes sur le marché de travail. D'autres courants comme le féminisme marxiste socialiste analysent la division du travail domestique comme conséquence du patriarcat et de l'industrialisation. Le patriarcat, à travers le contrôle de la force de travail des femmes par les hommes et l'industrialisation, par ses exigences maintiennent les femmes dans l'exécution des tâches domestiques.

Cette étude permettra de vérifier quelles théories expliquent mieux la situation des femmes dans les villes ouest africaines. Les ressources relatives expliqueraient en partie la participation des femmes au marché de travail dans les villes ouest africaines, mais le genre à travers les normes sociales et culturelles constituerait aussi un facteur important.

Méthodologie

Cette étude utilise les données de l'enquête « *Activités économiques, partage des ressources et prise en charge des dépenses au sein des ménages urbains (AEMU)* » réalisée simultanément à Cotonou, Lomé et Ouagadougou entre Novembre et décembre 2012 dans le cadre du projet FAGEAC⁴. L'enquête ménage a couvert un échantillon aléatoire de 500 ménages dans chaque ville. Toutes les personnes âgées de 18 ans et plus dans ces ménages ont été systématiquement prises en compte par l'enquête individuelle. Au total 1017 individus dont 534 femmes à Cotonou, 1156 individus dont 649 femmes à Lomé et 1156 individus dont 614 femmes à Ouagadougou ont été interviewés. Le volet activités économiques de l'enquête individuelle a permis de recenser toutes les activités rémunérées menées au moment de l'enquête. Pour chaque activité, on connaît les conditions de l'exercice (contrat, assurance, congé, statut, enregistrement officiel, nombre d'heures,...), les revenus (recettes, salaires, bénéfiques), le capital utilisé, le nombre de personnes employées et d'autres informations qui permettent de décrire correctement ces activités. A partir de ces caractéristiques, nous créons une typologie des activités des femmes dans les trois villes. Nous privilégions en effet les revenus, le lieu de travail et la formalisation de l'activité dans la construction de la typologie des activités. Dans la perspective d'évaluer plus tard les conséquences des activités sur la fécondité et l'organisation des tâches domestiques, le temps consacré aux activités nous semble aussi pertinent. Malheureusement les estimations de temps obtenues de l'enquête sont très peu exploitables.

Pour les enquêtés ayant une seule activité, le revenu mensuel est le salaire ou le bénéfice mensuel déclaré. Le lieu de travail dans ce cas est le lieu d'exercice de l'activité soit à domicile ou hors domicile. On considère que l'activité est formalisée lorsqu'il existe un contrat de travail pour les salariés ou un numéro d'enregistrement officiel pour les activités indépendantes. Ces indicateurs sont plus difficiles à définir lorsque l'individu exerce plusieurs activités. Heureusement, il n'y en a pas assez contrairement à l'idée de pluriactivité largement

⁴ Famille, genre et activités en Afrique subsaharienne : quels changements dans la gestion du bien-être des ménages ?, projet ANR-10-SUDS-005-01

répandue sur les villes ouest africaines. Le revenu mensuel considéré est la somme des salaires ou des bénéfices tirés des différentes activités. On considère le domicile comme lieu de travail si toutes les activités sont exercées à domicile. Si ce n'est pas le cas le lieu de travail est hors domicile. De même, on considère que l'individu exerce une activité formalisée si une au moins des activités est formalisée. Ces indicateurs nous semblent consistants puisque les activités exercées hors du domicile ont tendance à être plus formalisées et à rapporter plus de revenu. Nous distinguons trois niveaux de revenu (faible, moyen et élevé). Cette catégorisation est basée sur les terciles de revenu dans chaque ville. Pour cela les revenus supérieurs à 300000 francs ont été limités à ce niveau pour éviter une trop grande dispersion des revenus et que les quantiles d'ordre 3 ne soit tirés vers le haut. Cette catégorisation tient compte de tous les individus (hommes et femmes) enquêtés. Les quantiles d'ordre trois se présentent comme suit dans chaque villes :

Tableau 11 : Quantiles d'ordres 3 de revenu par ville

	Cotonou	Lomé	Ouagadougou
Tercile 1 (FCFA)	30.000	20.000	30.000
Tercile 2 (FCFA)	60.000	57.340	98.480

A partir de ces trois indicateurs, on obtient normalement 12 catégories d'activité. Ce qui est très lourd pour les analyses et pour des effectifs pas très importants. Etant données que les personnes travaillant à domicile ont en général des revenus faibles et des activités non formalisées, nous les regroupons en une seule catégorie (travail à domicile). De même, les personnes exerçant une activité formelle hors domicile ont pour la plupart des revenus élevés. Elles forment aussi une catégorie (travail formel hors domicile). Les activités non formelles hors domicile sont réparties selon les trois niveaux de revenu. On obtient au total 5 catégories d'activités. Le tableau 2 suivant montre la répartition de l'ensemble des enquêtés (hommes et femmes) dans ces catégories par ville.

Tableau 2 : Répartition des en quêtés (hommes et femmes) par catégorie d'activité

Catégorie d'activité	Ville			Total
	Cotonou	Lomé	Ouagadougou	
Travail à domicile	25.33	32.03	15.21	24.68
Travail non formel ho	22.43	17.17	24.10	21.08
Travail non formel ho	14.76	18.33	19.15	17.32
Travail non formel ho	16.21	16.74	13.16	15.49
Travail formel hors d	21.27	15.73	28.38	21.43
Total	100.00	100.00	100.00	100.00
Effectifs	691	693	585	1,969
Pearson chi2(8) =	75.5032	Pr = 0.000		

La distribution des catégories d'activités est très liée à la ville. La proportion de travailleurs à domicile semble plus importante à Cotonou et Lomé qu'à Ouagadougou alors que la proportion de travailleurs formels hors domicile semble nettement plus élevée à Ouagadougou.

Cette communication porte principalement sur la population active féminine. L'enquête ne nous permet pas de disposer des données sur les femmes à partir de 15 ans. Nous considérons les femmes âgées de 18 à 65 ans ayant une activité au moment de l'enquête ou qui n'ont pas d'activité parce qu'elles n'ont pas trouvé du travail ou sont à la recherche d'un travail. Nous avons ainsi exclu les personnes inactives (retraités, invalides, en formation, aux études,...). L'échantillon d'analyse est enfin constitué de 1.164 femmes dont 384 femmes à Cotonou, 445 à Lomé et 325 à Ouagadougou.

Nous utilisons une régression logistique multinomiale pour expliquer l'affectation des femmes dans les différentes catégories d'activité. Les principales variables explicatives utilisées sont le niveau d'instruction, le milieu de socialisation, l'âge à la naissance du premier enfant, le statut matrimonial, le groupe d'âge, le nombre d'enfants et la religion.

Résultats

Les femmes sur le marché du travail ouest africain

Les résultats de l'enquête AEMU confirment que les femmes restent très actives à Cotonou, Lomé et Ouagadougou. L'analyse de notre échantillon montre que 87,5% des femmes actives à Cotonou étaient occupées au moment de l'enquête contre respectivement 82,42% et 68,92% à Lomé et Ouagadougou. Le taux de chômage des femmes est plus important à Ouagadougou (31,08%) qu'à Cotonou (12,5%) et à Lomé (17,58%) comme l'indique le tableau 3 ci-dessous. Ces résultats montrent déjà que les femmes de Ouagadougou sont moins ouvertes au marché de travail que celles de Cotonou ou de Lomé.

Tableau 3 : Statut d'occupation des femmes actives par ville

Statut d'occupatio n	Ville			Total
	Cotonou	Lomé	Ouagadougou	
Sans emploi	12.50	17.58	31.08	19.67
Occupé	87.50	82.42	68.92	80.33
Total	100.00	100.00	100.00	100.00
Effectifs	384	445	325	1,164
Pearson chi2 (2) = 40.5062 Pr = 0.000				

Le niveau de revenu des activités des femmes est globalement faible dans les trois villes. Plus de la moitié des femmes à Cotonou (57,44%) et à Ouagadougou (59,38%) un revenu en dessous du premier tercile. Les femmes de Lomé semblent mieux logées en termes de revenu (voir tableau 4).

Tableau 4 : Répartition des femmes occupées suivant le niveau de revenu par ville

Niveau de revenu	Ville			Total
	Cotonou	Lomé	Ouagadougou	
Faible	57.44	48.27	59.38	54.22
Moyen	24.70	29.60	23.21	26.31
Elevé	17.86	22.13	17.41	19.47
Total	100.00	100.00	100.00	100.00
Effectifs	336	375	224	935
Pearson chi2 (4) = 9.1838 Pr = 0.057				

Les femmes de Lomé (42,67%) et de Cotonou (36,61%) exercent plus leurs activités à domicile plus que celles de Ouagadougou (27,68%). Si le travail des femmes est moins répandu à Ouagadougou, elles ont une propension plus élevée à travailler hors du domicile et à exercer plus des activités formalisées. Plus de 21% des femmes de Ouagadougou ont une activité formalisé contre seulement 13,69% pour celles de Cotonou et moins de 10% pour celles de Lomé. Les conditions de travail sont peu satisfaisantes dans les trois villes que ce soit pour les salariées que pour les travailleuses indépendantes. Les tableaux 5 et 6 ci-dessous montrent la répartition des femmes selon le lieu d'exercice et la formalisation des activités.

Tableau 5 : Répartition des femmes occupées selon le lieu de travail par ville

Lieu d'activité	Ville			Total
	Cotonou	Lomé	Ouagadougou	
A domicile	36.61	42.67	27.68	36.90
Hors domicile	63.39	57.33	72.32	63.10
Total	100.00	100.00	100.00	100.00
Effectifs	336	375	224	935
Pearson chi2 (2) = 13.5491 Pr = 0.001				

Tableau 6 : Répartition des femmes occupées selon la formalisation de l'activité par ville

Formalisat ion	Ville			Total
	Cotonou	Lomé	Ouagadougou	
Non	86.31	90.93	78.57	86.31
Oui	13.69	9.07	21.43	13.69
Total	100.00	100.00	100.00	100.00
Effectifs	336	375	224	935
Pearson chi2 (2) = 18.1369 Pr = 0.000				

Le tableau 7 suivant montre la répartition des femmes dans les catégories d'activité précédemment définies.

Tableau 7 : Répartition des femmes actives occupées selon la catégorie d'activité

Catégorie d'activité	Ville			Total
	Cotonou	Lomé	Ouagadougou	
Travail à domicile	36.61	42.67	27.68	36.90
Travail non formel ho	29.46	22.93	33.93	27.91
Travail non formel ho	12.80	16.53	12.95	14.33
Travail non formel ho	8.33	10.67	3.13	8.02
Travail formel hors d	12.80	7.20	22.32	12.83
Total	100.00	100.00	100.00	100.00
Effectifs	336	375	224	935
Pearson chi2(8) = 52.1864 Pr = 0.000				

On note une proportion plus importante de travailleuses à domicile à Lomé (42,67%) et à Cotonou (36,61%) qu'à Ouagadougou (27,68%). Ces travailleuses sont pour la plupart de petites revendeuses de produits de première nécessité, des artisanes installées à domicile, etc. Ces opportunités de petites activités sont plus répandues à Lomé et Cotonou compte tenu de leurs caractéristiques de villes côtières notamment avec une présence portuaire favorable au développement de petit commerce. Les travailleuses à domicile n'ont aucune reconnaissance officielle pour leur activité et ont pour la plupart des revenus situés dans la tranche inférieure (faible). Les travailleuses informelles hors domicile représentent près de 50% de l'effectif dans chaque ville. Elles sont regroupées en 3 catégories suivant le niveau de revenu. A Ouagadougou, 33,93% des femmes travaillent hors du domicile dans l'informel avec un revenu faible, 12,95% ont un revenu moyen et seulement 3,13% ont un revenu élevé. Ces proportions sont respectivement de 29,46% ; 12,8% et 8,33% à Cotonou, puis de 22,93% ; 16,53% et 10,67% à Lomé. Les femmes de Lomé travaillant dans l'informel hors domicile ont des revenus mieux classés que celles de Cotonou et de Ouagadougou. Ce résultat confirme que les femmes de Lomé ont depuis longtemps la maîtrise du commerce et des opérations de pêche du port de Lomé et détiennent d'importants capitaux qui génèrent des revenus consistants. La dernière catégorie regroupe les femmes qui exercent une activité formelle hors du domicile avec des revenus généralement situés dans la tranche supérieure. Les proportions sont respectivement de 22,32% ; 12,8% et 7,2% à Ouagadougou, Cotonou et Lomé. Les femmes de Ouagadougou travaillent plus dans le secteur formel hors du domicile et sont en majorité des salariées. A Cotonou et à Lomé, elles sont plus nombreuses dans l'informel hors du domicile avec des revenus plus importants à Lomé.

La distribution des femmes selon les catégories d'activité est très liée au niveau d'instruction dans les trois villes et plus particulièrement à Cotonou et Ouagadougou. A Cotonou, plus de 40% des femmes sans instruction (n'a jamais été à l'école ou avoir au plus le niveau primaire) travaillent à domicile et plus de 36% ont une activité informelle hors du domicile avec un revenu faible alors que 75% des femmes ayant un niveau supérieur ont une activité formelle hors du domicile (voir tableau 8).

Tableau 8 : Répartition des femmes actives occupées selon la catégorie d'activité et le niveau d'instruction à Cotonou

Catégorie d'activité	Niveau d'instruction				Total
	Sans inst	Second1	Second 2	Supérieur	
Travail à domicile	40.78	36.49	34.38	4.17	36.61
Travail non formel ho	36.41	27.03	9.38	4.17	29.46
Travail non formel ho	13.59	12.16	12.50	8.33	12.80
Travail non formel ho	6.80	10.81	12.50	8.33	8.33
Travail formel hors d	2.43	13.51	31.25	75.00	12.80
Total	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Effectifs	206	74	32	24	336
Pearson chi2(12) = 121.7491 Pr = 0.000					

A Lomé, les différences entre avoir au plus le niveau primaire et avoir le niveau secondaire 1 ne sont pas très importantes. Seulement 22% des femmes de Lomé ayant un niveau secondaire 2 et 43% environ de celles ayant un niveau supérieur ont une activité formelle hors du domicile.

Tableau 9 : Répartition des femmes actives occupées selon la catégorie d'activité et le niveau d'instruction à Lomé

Catégorie d'activité	Niveau d'instruction				Total
	Sans inst	Second 1	Second 2	Supérieur	
Travail à domicile	48.40	39.81	29.63	14.29	42.67
Travail non formel ho	26.48	23.15	7.41	4.76	22.93
Travail non formel ho	14.61	17.59	33.33	9.52	16.53
Travail non formel ho	8.22	12.96	7.41	28.57	10.67
Travail formel hors d	2.28	6.48	22.22	42.86	7.20
Total	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Effectifs	219	108	27	21	375
Pearson chi2(12) = 81.1184 Pr = 0.000					

L'instruction semble favoriser plus l'insertion professionnelle des femmes à Ouagadougou. Environ le tiers des femmes ayant un niveau secondaire 1 ont une activité formalisée hors du domicile. Chez les femmes ayant un niveau secondaire 2 ou supérieur, cette proportion passe à 77% puis à 81% (voir tableau 10).

Tableau 10 : Répartition des femmes actives occupées selon la catégorie d'activité et le niveau d'instruction à Ouagadougou

Catégorie d'activité	Niveau d'instruction				Total
	Sans inst	Second 1	Second 2	Supérieur	
Travail à domicile	36.23	20.83	9.09	0.00	27.68
Travail non formel ho	44.93	22.92	9.09	6.25	33.93
Travail non formel ho	13.77	18.75	4.55	0.00	12.95
Travail non formel ho	2.17	4.17	0.00	12.50	3.13
Travail formel hors d	2.90	33.33	77.27	81.25	22.32

Total	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Effectifs	138	48	22	16	224
Pearson chi2(12) = 116.8128 Pr = 0.000					

Le statut matrimonial ne semble pas influencer le type de travail des femmes à Lomé et Ouagadougou. Par contre à Cotonou, on note que la proportion de femmes ayant une activité formelle hors du domicile est nettement plus élevée chez les femmes jamais mariées (43%) tandis que celles qui sont actuellement mariées ont aussi une plus large propension à travailler à domicile (40%). Seulement 8% des femmes jamais mariées travaillent à domicile. Logiquement, on obtient des résultats similaires pour le nombre d'enfants. En effet, les femmes n'ayant jamais eu d'enfant ont un statut professionnel meilleur à celui des femmes ayant au plus 2 enfants, qui à leur tour ont un avantage sur celles qui ont au moins 3 enfants dans la ville de Cotonou. Dans les trois villes, l'âge à la naissance du premier enfant semble lié à la catégorie professionnelle de la mère. Les femmes ayant eu leur premier enfant avant 24 ans sont moins susceptibles d'avoir une activité formelle hors du domicile. A Cotonou et Ouagadougou, on peut noter un léger avantage chez les femmes ayant vécu leur 12 premières années de vie à la capitale. Nous n'insisterons pas assez sur ces différences suggérées par les statistiques descriptives, l'analyse multivariée nous permettra de ressortir les effets nets et de dégager les facteurs qui expliquent mieux la catégorie professionnelle des femmes en milieu urbain ouest africain.

Quels facteurs expliquent l'affectation aux catégories d'activité ?

Le modèle logistique multinomial nous a permis de dégager les facteurs explicatifs de l'affectation à la catégorie d'activité des femmes dans chaque ville. Nous analysons d'abord les résultats par ville avant de faire une synthèse comparative entre les trois villes. La catégorie travail à domicile constitue la base à laquelle on compare les autres catégories.

A Cotonou

Nous nous concentrons dans nos analyses sur les coefficients dont le seuil de significativité est en dessous de 10%. Le modèle nous donne les effets nets après contrôle de toutes les autres variables explicatives disponibles. Le niveau d'instruction apparaît comme le facteur le plus important qui permet de comprendre le type d'activité exercé par les femmes de Cotonou. Les femmes les plus instruites ont davantage plus de chances d'avoir une activité non formelle hors du domicile avec un revenu élevé ou encore plus de chance d'avoir une activité formelle hors domicile. Ce résultat confirme ce qui a déjà été observé au niveau descriptif. La religion a un effet positif sur le fait d'avoir une activité non formelle avec un revenu faible. Les autres religions ont plus de risque de se trouver dans cette catégorie que les catholiques. Par ailleurs, le milieu de socialisation diminue la chance d'avoir une activité non formelle avec un revenu élevé. Les femmes qui ont passé leurs 12 premières années de vie en milieu rural ou à l'étranger ont plus de chance d'avoir une activité avec un revenu élevé. Ce résultat semble contre intuitif mais notons que la plupart des femmes de notre échantillon sont socialisées en milieu urbain et qu'il est aussi probable que l'immigration à Cotonou à partir du milieu rural soit aussi liée à l'activité. Les résultats montrent aussi que dans la ville de Cotonou, les femmes ayant eu leur premier enfant après l'âge de 24 ans sont moins susceptibles d'avoir une activité

non formalisée hors domicile avec un revenu faible. Les femmes ayant eu d'enfants (1-2 enfants ou 3 enfants et plus) ont moins de chance d'avoir une activité non formalisée hors domicile avec un revenu moyen ou mieux encore d'avoir une activité formelle que celles qui ont jamais eu d'enfant. Le fait d'avoir des enfants apparait ici comme un frein à l'activité des femmes dans la ville de Cotonou.

Tableau 11 : Régression logistique multinomial sur le type d'activité (Cotonou)

Cotonou	Activité non formelle hors domicile revenu faible	Activité non formelle hors domicile revenu moyen	Activité non formelle hors domicile revenu élevé	Activité formelle hors domicile
Niveau d'instruction	-.26 (.22)	.12 (.24)	.71*** (.26)	1.47*** (.24)
Etat matrimonial	.00 (.31)	.01 (.39)	.36 (.46)	.13 (.43)
Groupe d'âge	.13 (.10)	.07 (.14)	.06 (.17)	.99 (.18)
Nombre d'enfants	.39 (.26)	.65* (.34)	-.30 (.45)	-.98** (.44)
Age à la naissance du 1er enfant	.56* (.31)	.02 (.40)	-.60 (.50)	-.14 (.53)
Religion	.20 (.17)	.51** (.20)	-.26 (.29)	-.12 (.29)
Milieu de socialisation	.16 (.14)	.08 (.18)	-1.25*** (.21)	.08 (.23)
_cons	.66 (.71)	-1.53 (.87)	-3.43*** (1.1)	-3.17*** (1.02)
N	99	43	28	43

N total= 336

La catégorie de référence est travail à domicile (non formel avec revenu faible). Les erreurs standards sont entre parenthèses.

* p<.1 **p<.05 ***p<.01

A Lomé

Ici aussi le niveau d'instruction reste le facteur le plus important. Le risque relatif d'accéder aux catégories supérieures d'activité augmente avec le niveau d'instruction comme le montrent les coefficients positifs de plus en plus élevés et significatifs. Il y a aussi un effet de génération dans la ville de Lomé. Les anciennes générations sont moins susceptibles d'avoir une activité avec revenu faible et plus de risque d'avoir une activité avec revenu élevé que les jeunes générations. Les aînées de Lomé ont un meilleur statut dans l'activité que les générations actuelles. Nous reviendrons sur ce résultat dans la comparaison entre les villes. Les femmes ayant eu leur première naissance après 24 ans semblent avoir moins de risque d'avoir une activité hors domicile avec un revenu faible.

Tableau 12 : Régression logistique multinomial sur le type d'activité (Lomé)

Lomé	Activité non formelle hors domicile revenu faible	Activité non formelle hors domicile revenu moyen	Activité non formelle hors domicile revenu élevé	Activité formelle hors domicile
Niveau d'instruction	-.08 (.22)	.51** (.20)	.67*** (.22)	1.52*** (.26)
Etat matrimonial	.12 (.22)	.00 (.30)	-.53 (.38)	-.22 (.48)
Groupe d'âge	-.29*** (.11)	.11 (.11)	.27* (.14)	.29 (.18)

Nombre d'enfants	.19 (.28)	-.12 (.30)	-.01 (.34)	-.11 (.46)
Age à la naissance du 1er enfant	-.56* (.33)	-.26 (.37)	.45 (.46)	-.12 (.61)
Religion	-.03 (.15)	-.01 (.17)	.00 (.21)	.24 (.28)
Milieu de socialisation	.11 (.12)	-.09 (.15)	-.08 (.18)	-.03 (.23)
_cons	-.00 (.75)	-1.61** (.68)	-2.97*** (.92)	-5.60*** (1.22)
N	86	62	40	27

N total = 375

La catégorie de référence est travail à domicile (non formel avec revenu faible). Les erreurs standards sont entre parenthèses.

* p<.1 **p<.05 ***p<.01

A Ouagadougou

Le niveau d'instruction a un effet positif très significatif sur l'activité des femmes dans la ville de Ouagadougou. Plus les femmes sont instruites, plus elles ont la chance d'avoir une activité informelle hors du domicile avec un revenu élevé ou d'avoir une activité formelle que de travailler à domicile. L'effet est plus important et plus significatif surtout pour les activités formelles hors domicile où on retrouve les femmes salariées et les revenus les plus importants. L'effet de génération se retrouve ici aussi mais aux deux extrêmes. Les anciennes générations sont plus susceptibles d'avoir d'une part une activité non formelle hors domicile avec un revenu faible et d'autre part une activité formelle hors domicile que les jeunes générations. Par ailleurs, la religion notamment l'islam rend les femmes moins susceptibles d'avoir une activité formalisée hors du domicile que les pratiquants des autres religions.

Tableau 13 : Régression logistique multinomial sur le type d'activité (Ouagadougou)

Ouagadougou	Activité non formelle hors domicile revenu faible	Activité non formelle hors domicile revenu moyen	Activité non formelle hors domicile revenu élevé	Activité formelle hors domicile
Niveau d'instruction	.20 (.38)	.63 (.42)	1.93*** (.57)	2.61*** (.43)
Etat matrimonial	.06 (.37)	.08 (.45)	.29 (.84)	.02 (.54)
Groupe d'âge	.33** (.14)	.22 (.18)	.45 (.31)	.46** (.19)
Nombre d'enfants	.18 (.40)	-.20 (.51)	.18 (.86)	.39 (.57)
Age à la naissance du 1er enfant	-.02 (.47)	-.56 (.62)	-.08 (1.06)	-.20 (.65)
Religion	-.04 (.19)	-.09 (.24)	-.19 (.42)	-.62** (.26)
Milieu de socialisation	.18 (.17)	.05 (.21)	.19 (.38)	-.08 (.25)
_cons	-1.95** (.94)	-1.83 (1.12)	-7.16*** (2.1)	-5.38*** (1.28)
N	76	28	7	50

N total = 224

La catégorie de référence est travail à domicile (non formel avec revenu faible). Les erreurs standards sont entre parenthèses.

* p<.1 **p<.05 ***p<.01

Synthèse

La situation des femmes sur le marché urbain de travail varie d'une ville à l'autre à travers l'Afrique de l'Ouest. De Cotonou à Ouagadougou en passant par Lomé, on note une différence aussi bien dans les taux d'occupations, les conditions de travail que dans les déterminants de l'activité des femmes. Le taux d'occupation des femmes est plus élevé à Cotonou et Lomé qu'à Ouagadougou. Le modèle côtier se distingue à ce propos du modèle sahélien (Herrera et Torelli, 2013) même si la situation globale est loin d'être homogène entre Cotonou et Lomé. Les femmes des villes côtières ouest africaines, notamment celles de Cotonou et de Lomé sont historiquement plus ouvertes au marché de travail que celles des villes sahéliennes comme dans les luttes pour l'émancipation de des femmes. Cependant la proportion de femmes travaillant à domicile est plus faible à Ouagadougou et celle de femmes ayant une activité formelle hors du domicile y est plus élevée. Ces résultats montrent que le travail des femmes dans la ville de Ouagadougou reste encore l'affaire d'une classe d'élites moins nombreuses mais relativement bien placées sur le marché de travail. On y trouve plus de femmes salariées qu'à Cotonou et Lomé où les femmes sont plus des travailleuses indépendantes. Les femmes de Cotonou et de Lomé sont très actives dans les échanges commerciaux informels.

L'examen des facteurs déterminant la catégorie d'activité des femmes montrent que dans les trois villes l'éducation est un facteur important d'amélioration du type d'activité. Les femmes les plus instruites sont plus susceptibles d'avoir une activité non formelle avec un revenu élevé ou mieux encore d'avoir une activité formelle avec un revenu élevé que de travailler à domicile. Le niveau d'instruction des femmes sont très comparables sur notre échantillon, les différences entre les villes sont très peu attribuables à l'effet de l'éducation. Les raisons sont à rechercher plutôt dans d'autres éléments de contexte comme le cadre macroéconomique, les représentations sociales et culturelles, le cadre législatif, etc. On note un effet du groupe d'âge à Lomé et Ouagadougou qui pourrait englober l'effet de l'âge, de génération et d'expérience professionnel. A défaut de les contrôler ici, nos interprétations sont limitées. A Lomé, les générations plus anciennes ont moins de chance d'avoir une activité hors domicile avec un revenu faible et plus de chance d'avoir une activité avec revenu élevé que de travailler à domicile. Le risque relatif d'avoir une activité hors domicile avec un revenu élevé est plus important et plus significatif. A termes, on peut retenir que l'activité des femmes de Lomé s'est dégradée au fil des générations. En effet, les aînées de la ville de Lomé occupent il y a longtemps une place privilégiée dans le commerce en gros et en détail. Elles ont un capital important dans ce secteur par rapport aux jeunes générations qui subissent depuis les années 1990 les effets des crises politiques et économiques. A Ouagadougou, le risque relatif est plus élevé pour les aînées dans les catégories travail hors domicile avec revenu faible et travail formel hors domicile. Cotonou se distingue par l'effet de la fécondité. Les femmes ayant eu leur premier enfant après l'âge de 24 ans ont un risque plus élevé d'avoir une activité hors domicile avec un revenu faible que de travailler à domicile. En plus celles qui ont plus d'enfants sont également moins susceptibles d'avoir une activité formelle hors domicile que de travailler à domicile. Il existerait donc un conflit entre l'activité et la maternité dans la ville de Cotonou contrairement à nos précédents résultats obtenus à partir des données des EDS (Kpadonou, 2012). Beguy (2009) avait déjà montré pour la ville de Lomé que les femmes employées de Lomé ont tendance à espacer les naissances mais à terme ont la même descendance que les autres. On note aussi à Cotonou un effet du milieu de socialisation que

nous avons expliqué plus haut. Enfin, à Ouagadougou, la religion a un effet sur l'activité des femmes. Les femmes musulmanes ont moins de chance d'avoir une activité formelle hors domicile que de travailler à domicile. Comme dans la plupart des villes sahéliennes, les normes de l'Islam sont moins favorables à l'activité des femmes.

Conclusion

Les données de l'enquête AEMU nous ont permis d'étudier l'activité économique des femmes dans trois villes ouest africaines. Les développements théoriques ont montré que l'activité économique des femmes est étroitement liée aux ressources dont elles disposent notamment l'éducation et à d'autres facteurs socio-culturels. Nous avons testé l'hypothèse sur l'éducation, la famille et les normes socio-culturelles. Nous aurions pu tenir compte des caractéristiques du conjoint en considérant par exemple l'effet de l'éducation et du revenu de l'époux sur l'activité économique de l'épouse. Comme vous l'avez remarqué, nos effectifs étaient déjà faibles tandis que toutes les femmes ne sont pas en union d'une part et d'autre part tous les conjoints n'ont pas été interviewés au cours de l'enquête (conjoints absents ou non résident). Prendre en compte les caractéristiques des conjoints nous amènerait à davantage réduire les effectifs. Toutefois cette option est envisageable.

Les résultats de nos analyses confirment une forte participation des femmes au marché du travail dans les villes d'Afrique de l'Ouest. Les taux d'occupation des femmes sont plus élevés dans les villes côtières (Cotonou et Lomé) que dans les villes sahéliennes (Ouagadougou). Cependant les femmes de Cotonou et de Lomé sont plus nombreuses à travailler à domicile que celles de Ouagadougou qui sont plus nombreuses à occuper des emplois formels (voire salariés). Nous avons défini une typologie des activités des femmes qui nous semble plus pertinente qu'un simple classement en emploi formel et informel, salarié et non salarié,.... Notre classification en 5 catégories tient compte du lieu du travail, de la reconnaissance officielle de l'activité et du revenu qu'elle génère. Il a été aussi important pour nous de tenir compte de la pluriactivité même si l'arbitrage n'a pas toujours été aisé pour enfin classer l'individu par rapport à un critère donné. L'instruction se révèle comme le facteur le plus important qui permet aux femmes d'accéder aux catégories supérieures dans leurs activités. Des différences ont été notées d'une ville à l'autre. Globalement un modèle côtier se dégage en opposition au modèle sahélien. De grandes disparités peuvent exister entre deux villes côtières comme le montrent Cotonou et Lomé. Il faudrait tenir compte également du contexte social et culturel, macroéconomique et politique de chaque ville pour mieux comprendre ces résultats. Une relecture des entretiens qualitatifs déjà réalisés dans chaque ville nous permettra de comprendre davantage.

Bibliographie

Antoine P. et Nanitelamio J., (1988). Nouveaux statuts féminins et urbanisation en Afrique, Congrès sur le statut de la femme et l'évolution démographique dans le contexte du développement, Asker (Oslo), Norvège, 15-18 juin 1988

Baxter, J., Heiweitt, B., and Haynes, M. (2008). Life course transition and housework: Marriage, parenthood, and time on housework. *Journal of marriage and family*, 70: 259-272.

Beguy, D. (2009). The impact of female employment on fertility in Dakar (Senegal) and Lomé (Togo). *Demographic Research*, 20: 97-128.

Charmes, J. (2002). Les origines du concept de secteur informel et la récente définition de l'emploi informel, World Bank, 2002, 34p.

Cordonnier, R. (1982). Les revendeuses de tissus de la ville de Lomé (Togo). Paris, ORSTOM, 1982.

Coussy, J. (1996). Les crises démo-économiques de l'Afrique sub-saharienne : les paradigmes d'interprétation, in : Coussy J. et Vallin J. (dir.) Crise et population en Afrique. Crises économiques, programmes d'ajustement et dynamiques démographiques, Paris, CEPED, Les études du CEPED, n°13, pp.9 - 49.

Greenstein, T., N. (2000). Economic dependence, gender, and the division of labor in the home: A replication and extension. *Journal of Marriage and the Family*, 62 : 322-335

HERRERA Javier, TORELLI Constance. 2013. Travail domestique et emploi : quel arbitrage pour les femmes ? in : De Vreyer Philippe, Roubaud François (dir), Les marchés urbains du travail en Afrique subsaharienne, Paris, IRD/AFD, pp. 231-260.

KEKE J-C, BIAOU A. (2010). Dynamique du marché du travail au Bénin, Projet de renforcement des capacités en conception et analyse des politiques de développement (CAPOD), Etudes & Documents n° 002/2010, 39 p.

Locoh, T. (1996). Changements de rôles masculins et féminins dans la crise : la révolution silencieuse, in : Coussy J. et Vallin J. (dir.) Crise et population en Afrique. Crises économiques, programmes d'ajustement et dynamiques démographiques, Paris, CEPED, Les études du CEPED, n°13, pp.445 - 470.

OCDE, (2011). Cuisiner, s'occuper des enfants, construire ou réparer : le travail non rémunéré à travers le monde, Panorama de la société 2011 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE, p. 22

Roubaud, F., Torelli C. (2013). L'emploi, le chômage et les conditions d'activité sur les marchés urbains du travail. Principales spécificités, in : De Vreyer P., Roubaud, F. (dir), 2013, Les marchés urbains du travail en Afrique subsaharienne, Paris, IRD/AFD, pp. 53-96.

Shelton, B., A., John, D. (1996). The division of household labor. *Annual Review of Sociology*, Vol. 22(1996), pp. 229-322

Weigel, J-Y. (1987). Nana et pêcheurs du port de Lomé : une exploitation de l'homme par la femme ? *Politique africaine*, 27 : 37-46